

Bordeaux Métropole demande à Ford de lui rembourser 1,7 million d'euros aides

21h34, le 21 décembre 2018 , modifié à 21h55, le 21 décembre 2018

"Le comportement de Ford est une véritable insulte faite aux 850 salariés", jugent les élus bordelais. © SAUL LOEB / AFP

Partagez sur :

Alors que Ford prévoit de fermer son usine de Blanquefort, en Gironde, les élus de Bordeaux Métropole exigent que le constructeur américain rembourse 1,7 million d'euros d'aides qu'il a perçues.

Le Conseil de Bordeaux Métropole a voté à l'unanimité, vendredi, une motion réclamant à Ford le remboursement de 1,7 million d'euros d'aides versées par la collectivité au constructeur qui [prévoit de fermer son usine de Blanquefort](#), générant 850 emplois directs et 2.000 induits.

"Ford aurait reçu une aide supplémentaire de 800.000 euros s'il s'était engagé à rester", a précisé la Métropole. Mais le constructeur américain a écarté l'unique offre de reprise du site, émanant de la société franco-belge Punch Powerglide.

Les aides reversées aux salariées. Une décision jugée "scandaleuse" par les élus métropolitains. Ils demandent en conséquence que les aides versées par la Métropole à Ford, selon un contrat-cadre du 23 mai 2013, "soient remboursées afin qu'elles puissent être réaffectées au financement de solutions individuelles pour les salariés et d'actions de ré-industrialisation du site et des territoires sinistrés en termes d'emplois".

"Une véritable insulte". Les élus ont également "mandaté" le président de la Métropole, Alain Juppé, "pour étudier les voies et moyens juridiques de faire valoir les intérêts" de la collectivité. Les élus métropolitains souhaitent également "que la législation sur les conditions de reprise d'une entreprise soit renforcée". La motion qu'ils ont approuvée juge que "le comportement de Ford est une véritable insulte faite aux 850 salariés, aux sous-traitants de l'entreprise et au territoire dans son ensemble".